

# Sélection d'article sur la politique suisse

Requête	<b>18.04.2024</b>
Thème	<b>Sans restriction</b>
Mot-clés	<b>Banques, Marché financier</b>
Acteurs	<b>Vanuatu</b>
Type de processus	<b>Sans restriction</b>
Date	<b>01.01.1990 - 01.01.2020</b>

# Imprimer

## Éditeur

Année Politique Suisse  
Institut für Politikwissenschaft  
Universität Bern  
Fabrikstrasse 8  
CH-3012 Bern  
[www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss)

## Contributions de

Zumofen, Guillaume

## Citations préféré

Zumofen, Guillaume 2024. *Sélection d'article sur la politique suisse: Banques, Marché financier, Vanuatu, 2019*. Bern: Année Politique Suisse, Institut de science politique, Université de Berne. [www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss). téléchargé le 18.04.2024.

# Sommaire

<b>Chronique générale</b>	1
<b>Economie</b>	1
Crédit et monnaie	1
Banques	1

## Abréviations

**OECD** Organisation für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung  
**AIA** Automatischer Informationsaustausch

---

**OCDE** Organisation de coopération et de développement économiques  
**EAR** Echange automatique de renseignements

# Chronique générale

## Economie

### Crédit et monnaie

#### Banques

OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL  
DATE: 10.12.2019  
GUILLAUME ZUMOFEN

Le Conseil des Etats a validé l'**échange automatique de renseignements (EAR) avec 18 États partenaires supplémentaires**. A l'opposé du Conseil national, il a refusé l'accord avec la Turquie. L'intervention militaire, dans le nord de la Syrie, en violation avec le droit international a fait pencher la balance. Les 18 États partenaires sont l'Albanie, l'Azerbaïdjan, le Brunéi Darussalam, la Dominique, le Ghana, le Kazakhstan, le Liban, Macao, les Maldives, le Nigéria, Niue, le Pakistan, le Pérou, le Samoa, Sint-Maarten, Trinité-et-Tobago, le Vanuatu et Oman. La chambre des cantons en a profité pour pointer du doigt le respect de la confidentialité des données. Les sénateurs et sénatrices ont d'ailleurs précisé que la mise en application dans certains pays devait être contrôlée, notamment par l'OCDE, afin de s'assurer qu'elle n'engendre pas de violation des droits de l'homme.<sup>1</sup>

---

1) BO CE, 2019, pp.1116 s.; Communiqué de presse CER-CE du 18.10.2019